

ACTION URGENTE

CHINE. UN PRISONNIER D'OPINION PRIVÉ DE CONTACTS AVEC SA FAMILLE

Huang Qi, fondateur et directeur de « 64 Tianwang », un site Internet sichuanais consacré aux droits humains, a été condamné à une peine de 12 ans de prison après avoir été jugé en secret en janvier 2019. Sa mère, âgée de 87 ans, n'a pas pu le voir depuis 2016 et craint de ne jamais le revoir, sa propre santé continuant de décliner. Huang Qi souffre toujours de graves problèmes de santé. Il ne peut pas communiquer avec sa famille ni avec l'avocat de son choix, ce qui l'expose à un grave risque de torture ou d'autres mauvais traitements.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Minister Tang Yijun
Minister of Justice
6, Chaoyangmen Nandajie,
Chaoyang Qu,
Beijing Shi, 100051
République populaire de Chine*

Monsieur le Ministre,

Je vous écris pour vous exprimer ma préoccupation au sujet de **Huang Qi** (黄琦), qui purge actuellement une peine de 12 ans d'emprisonnement à la prison de Bazhong, au Sichuan, pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. Sa mère, Pu Wenqing, âgée de 87 ans, est gravement malade et n'a pas pu le voir depuis son arrestation en 2016.

Le 25 avril 2020, Pu Wenqing a publié en ligne une lettre ouverte dans laquelle elle expliquait qu'elle devait rendre visite à Huang Qi deux mois après son transfert à la prison de Bazhong en décembre 2019. Cependant, en raison de l'épidémie de COVID-19, cette visite a été annulée et elle n'a reçu aucune nouvelle information sur la date à laquelle elle serait autorisée à voir son fils. Fondateur et directeur de « 64 Tianwang », site Internet sichuanais consacré aux droits humains, Huang Qi a été déclaré coupable de « divulgation intentionnelle de secrets d'État » (故意泄露国家秘密罪) et « divulgation de secrets d'État à une entité étrangère » (为境外非法提供情报罪) par le tribunal populaire intermédiaire de la ville de Mianyang le 29 juillet 2019. Huang Qi est un prisonnier d'opinion ; il ne devrait pas se trouver en détention uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. J'apprends par ailleurs avec consternation que Huang Qi n'a pas pu consulter un avocat depuis sa condamnation.

Je m'inquiète aussi pour la santé de Huang Qi en prison. Il souffre d'une maladie rénale chronique, d'hydrocéphalie et d'autres affections cardiaques et pulmonaires, or rien ne prouve qu'il bénéficie de soins médicaux appropriés.

C'est pourquoi je vous demande :

- de libérer immédiatement et sans condition Huang Qi, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables prouvant qu'il a commis une infraction reconnue par le droit international et qu'il ne soit jugé dans le cadre d'un procès respectant les normes internationales d'équité ;
- de veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, Huang Qi puisse avoir des contacts sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix et à ce qu'il ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;
- de lui permettre, en attendant sa remise en liberté, de bénéficier rapidement, régulièrement et sans restriction des soins médicaux dont il a besoin ou qu'il réclame.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Huang Qi a créé « 64 Tianwang » avec son épouse de l'époque, Zeng Li, en 1998. Ce site Internet reste l'un des rares de Chine continentale qui recueille et diffuse des informations sur les actions de protestation de « pétitionnaires » dans ce pays. La majorité des personnes qui contribuent au site étaient « pétitionnaires » avant de devenir journalistes citoyens et de couvrir les manifestations et les arrestations d'autres « pétitionnaires ».

Des faits relatifs à des mauvais traitements ont été signalés tout au long de la détention de Huang Qi. Les plus récents remontent au 23 octobre 2018, quand il a déclaré à son avocat que les médecins et les agents du centre de détention fournissaient de faux rapports concernant sa tension artérielle et minimisaient la gravité de ses problèmes de santé. Auparavant, le 28 juillet 2017, Huang Qi avait dit à son avocat que des agents l'avaient forcé à rester debout pendant plusieurs heures d'affilée et l'avaient interrogé à maintes reprises et fréquemment insulté depuis son arrestation fin 2016. Le 3 novembre 2017, il avait déclaré avoir été frappé par d'autres détenus au centre de détention de la ville de Mianyang, dans la province du Sichuan, entre le 24 et le 26 octobre, alors qu'au moins un des gardiens du centre était au courant.

Au fil des ans, Huang Qi et d'autres personnes contribuant au site « 64 Tianwang » ont été arrêtés ou harcelés par les autorités chinoises à maintes reprises. Huang Qi avait déjà été emprisonné deux fois. La première remonte à juin 2000 ; arrêté à l'occasion du 11^e anniversaire de la répression de Tiananmen, il avait été condamné à cinq ans d'emprisonnement en mai 2003 pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Il avait été de nouveau emprisonné pendant trois ans après avoir dénoncé le scandale de la construction de bâtiments ne respectant pas les normes, à la suite du séisme qui avait secoué le district de Wenchuan, au Sichuan, en 2008.

D'après le site « 64 Tianwang », ses journalistes citoyens ont été interrogés ou placés brièvement en détention à plus de 100 reprises depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping en 2012, et au moins 30 d'entre eux ont été incarcérés ou placés en détention pénale. Dix journalistes de « 64 Tianwang » se trouvent actuellement derrière les barreaux : Wang Jing, Zhang Jixin, Li Min, Sun Enwei, Li Chunhua, Wei Wenyuan, Xiao Jianfang, Li Zhaoxiu, Chen Mingyan et Wang Shurong.

Les avocats de Huang Qi ont également été victimes de représailles de la part des autorités. En février 2018, Sui Muqing, avocat basé à Guangzhou, a été informé de sa radiation du barreau par le département provincial de la Justice du Guangdong. Cet avocat, qui avait défendu Huang Qi, pense que cette sanction est liée au fait qu'il travaillait pour des défenseur-e-s des droits humains. Un autre avocat de Huang Qi, Liu Zhengqing, a également été radié du barreau en janvier 2019.

Pu Wenqing a été arrêtée par la police du Sichuan début décembre 2018, alors qu'elle se rendait à Pékin pour demander de l'aide à des diplomates à propos de son fils, Huang Qi. Selon certaines sources, elle a été menacée à plusieurs reprises par la police durant sa détention, avant d'être libérée le 21 janvier 2019. Dans sa lettre ouverte, elle a indiqué que des agents des services de sécurité de l'État l'avaient empêchée de rencontrer et d'engager des avocats spécialisés dans la défense des droits humains. Elle a confié que sa propre santé se détériorait rapidement et qu'aucun traitement n'était disponible pour les tumeurs qui lui rongent les poumons. Elle souffre aussi de diabète et de problèmes hépatiques, rénaux et digestifs et craint de ne pas revoir son fils avant de mourir.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, chinois.
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 15 juin 2020.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Huang Qi (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/0838/2019/fr/>